

38

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
16. September 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
FÖDERALREGIERUNG	8
BELGISCHE NATIONALBANK	9
VLAAMSE REGERING	9
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	10
BELGISCHES STAATSBLETT.....	11
QUELLENVERZEICHNIS	14

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Jahresbericht 2025-2026

Pressekonferenz zur Vorstellung des Tätigkeitsberichts 2025-2026



Parlamentspräsidentin Patricia Creutz-Vilvoye und die Vertreterinnen und Vertreter der Fraktionen haben gemeinsam auf die Sitzungsperiode 2025-2026 zurückgeblickt. ... [weiter lesen](#)

Canon van Vlaanderen

Der Kanon von Flandern wird im Parlament vorgestellt



Am 29. September 2026 um 14.00 Uhr wird die deutsche Übersetzung des „Kanon von Flandern“ im Plenarsaal des Parlaments vorgestellt. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 21.09.2026

[Tagesordnung](#)

Ausschusssitzungen:

Montag, 21.09.2026

Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 22.09.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 23.09.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 24.09.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 14 au 18 septembre 2026

Jeudi, 17/09/2026

Minute de silence en mémoire de Sa Majesté le Roi Harald V de Norvège

Prestation de serment de Mme Jessy Salenbien

Questions orales

Projet de loi et propositions

1. - Projet de loi sur la réduction des coûts II et dispositions diverses, n°s [56K1593](#)/1 à 4.
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la délivrance de reçus et la tenue d'un journal fiscal, n° [56K0752](#)/1.
2. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de régler les effets et la publicité de la rétractation de la renonciation à une succession, n°s [56K0419](#)/1 à 4.
3. Proposition de résolution visant à rendre plus transparents les effectifs et recrutements au sein de la police intégrée, n°s [56K0326](#)/1 à 8.

Prises en considération

(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution relative à la reconnaissance de la déportation forcée des Tatars de Crimée (Sürgünlik) en tant que génocide et à la répression menée actuellement sous l'occupation russe, n° [56K1659](#)/1.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles en ce qui concerne l'extension du congé de deuil, n° [56K1668](#)/1.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le congé de recherche d'emploi, n° [56K1669](#)/1.

4. Proposition de loi modifiant le Code des droits et taxes divers en vue d'harmoniser la taxe sur les opérations de bourse applicable aux actions de capitalisation, n° [56K1680](#)/1.
5. Proposition de résolution concernant l'élaboration d'un cadre législatif relatif aux contrats de franchise, n° [56K1681](#)/1.
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 octobre 2015 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques, en ce qui concerne l'interdiction des artifices de divertissement de catégorie F2 destinés aux particuliers, n° [56K1682](#)/1.
7. Proposition de loi modifiant le Nouveau Code pénal afin de rendre la lutte contre le sexisme dans l'espace public plus effective, n° [56K1687](#)/1.
8. Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre le sexisme dans l'espace public dans sa dimension pratique, n° [56K1688](#)/1.
9. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de l'instauration du partage, n° [56K1689](#)/1.
10. Proposition de résolution visant à approfondir la coopération au sein du Benelux, n° [56K1690](#)/1.
11. Proposition de loi visant à accroître l'accessibilité financière des traitements de l'infertilité, n° [56K1691](#)/1.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, en vue de renforcer la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme ou les discriminations, n° [56K1693](#)/1.
13. Proposition de résolution relative à la création d'une coopération Benelux en matière de hubs de retour dans des pays tiers, n° [56K1697](#)/1.
14. Proposition de résolution visant à la fixation d'un cadre interfédéral pour la vaccination des adultes, n° [56K1699](#)/1.
15. Proposition de loi visant à encadrer l'influence commerciale numérique, n° [56K1706](#)/1.
16. Proposition de résolution visant à faire de la santé mentale une priorité de santé publique et à renforcer l'accessibilité, la continuité et la qualité des soins, en particulier pour les enfants et les jeunes, n° [56K1707](#)/1.
17. Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de la prolongation du congé de naissance en cas d'hospitalisation de l'enfant, n° [56K1708](#)/1.
18. Proposition de loi modifiant le Code des droits et taxes divers en ce qui concerne la simplification de la taxe sur les opérations de bourse, n° [56K1710](#)/1.
19. Proposition de loi visant à rectifier la discrimination à l'encontre des travailleuses et travailleurs des arts causée par la loi du 22 juillet 2026, n° [56K1711](#)/1.
20. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en vue d'instaurer la polygamie comme condition d'irrecevabilité pour l'acquisition de la nationalité, n° [56K1712](#)/1.
21. Proposition de résolution relative à la lutte contre la persécution des chrétiens et la christiophobie dans le monde, n° [56K1713](#)/1.
22. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en vue d'instaurer la polygamie comme motif de déchéance de la nationalité belge, n° [56K1714](#)/1.
23. Proposition de loi modifiant la loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal en vue d'alourdir les peines applicables à la polygamie, n° [56K1716](#)/1.
24. Proposition de résolution relative à l'enregistrement de la nationalité d'origine dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale afin de pouvoir chiffrer objectivement le poids de l'immigration dans les dépenses sociales, n° [56K1717](#)/1.
25. Proposition de résolution visant l'instauration d'une politique d'achat intégrée et d'une centrale d'achat fédérale au profit de la police intégrée, n° [56K1720](#)/1.
26. Proposition de résolution visant à garantir l'accès effectif à la mobilité académique des étudiants et chercheurs gazaouis admis dans des établissements d'enseignement supérieur belges, n° [56K1722](#)/1.
27. Proposition de résolution visant à encadrer la publicité et les pratiques commerciales liées à la promotion de produits nocifs pour l'environnement, et à réguler davantage les périodes promotionnelles, telles que le Black Friday, n° [56K1723](#)/1.
28. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les amendes maximales pour des infractions commises dans un but lucratif, n° [56K1724](#)/1.
29. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de renforcer l'efficacité du suivi budgétaire du plan de développement fédéral et le contrôle parlementaire y afférent, n° [56K1725](#)/1.
30. Proposition de loi modifiant la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale en vue de plafonner le recours aux flexi-jobs par les employeurs, n° [56K1726](#)/1.
31. Proposition de loi modifiant la loi du 26 avril 2024 portant création, organisation et fonctionnement d'un organisme de droit public ayant pour

but d'assumer la responsabilité financière de certaines obligations nucléaires en vue d'instaurer une transparence accrue, n° [56K1727/1](#).

32. Proposition de loi modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne la protection contre les hypertrucages, n° [56K1728/1](#).

33. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant règlement général en matière de garantie de revenus aux personnes âgées en ce qui concerne la non-prise en compte du capital dépensé dans l'examen des ressources relatif à la garantie de revenus aux personnes âgées et l'accès au point de contact central, n° [56K1729/1](#).

34. Proposition de résolution relative au renforcement des soins et du soutien après une perte de grossesse et à l'amélioration de l'enregistrement, n° [56K1730/1](#).

35. Proposition de résolution visant à créer un guichet unique interfédéral pour l'emploi des personnes en situation de handicap, n° [56K1731/1](#).

36. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées afin de sécuriser la reprise du travail des bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenus, n° [56K1732/1](#).

Votes nominatifs

sur le projet de loi et les propositions terminés.

Dokument Nr. [56K1732](#) 08.09.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées afin de sécuriser la reprise du travail des bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenus.

Dokument Nr. [56K1731](#) 08.09.2026

Proposition de résolution visant à créer un guichet unique interfédéral pour l'emploi des personnes en situation de handicap.

Dokument Nr. [56K1726](#) 07.09.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale en vue de plafonner le recours aux flexi-jobs par les employeurs.



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 16/09/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion du débat sur les incendies dans la réserve naturelle des Hautes-Fagnes par M. Liradelfo, Mme Bernard et M. Mugemangango (Doc. [658](#) (2025-2026) N° 1), par Mmes Morreale, Dejardin et M. Spies (Doc. [659](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Bluge, M. J.-P. Bastin, Mme Mauel, MM. Resinelli et Tzanetatos (Doc. [660](#) (2025-2026) N° 1)

Question écrite N° [394](#) (2025-2026) 1 du 04/08/2026

Le rôle de la Région wallonne dans l'avenir de l'antenne de la DIV à Lontzen

de SPIES Patrick
à DOLIMONT Adrien, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal

Le 23 juillet 2026, le BRF a évoqué l'éventuelle fermeture de l'antenne de la DIV située à Lontzen. Selon les éléments rapportés, l'une des raisons avancées serait liée aux conditions d'occupation des locaux, actuellement mis à disposition gratuitement, pour lesquels l'administration wallonne souhaiterait percevoir un loyer à partir de 2027. L'administration fédérale considérerait ce loyer comme trop élevé.

Si la DIV relève bien de la compétence fédérale, la Région wallonne semble concernée à double titre : d'une part, en tant qu'éventuelle gestionnaire ou propriétaire des locaux occupés ; d'autre part, en raison de l'impact territorial qu'aurait la disparition d'un service public de proximité en Communauté germanophone.

Cette antenne revêt en effet une importance particulière pour les citoyens germanophones, puisqu'elle constitue le seul point d'accueil de la DIV offrant un service en langue allemande. Or, si de nombreuses démarches d'immatriculation peuvent aujourd'hui être effectuées en ligne, tous les citoyens ne disposent pas des mêmes facilités numériques. Les personnes âgées, les personnes précarisées ou celles qui rencontrent des difficultés administratives ont encore besoin d'un accompagnement humain, accessible et situé à une distance raisonnable.

Le Gouvernement wallon peut-il confirmer que la Région wallonne est propriétaire, gestionnaire ou partie prenante dans la mise à disposition des locaux actuellement occupés par la DIV à Lontzen ? Une demande de loyer a-t-elle effectivement été formulée pour ces locaux à partir de 2027 ? Dans l'affirmative, quel en est le montant, sur quelle base a-t-il été fixé et quelles discussions ont eu lieu avec l'autorité fédérale ?

Le Gouvernement wallon a-t-il été informé d'un risque de fermeture de cette antenne ? Une concertation est-elle en cours avec le Gouvernement fédéral afin d'éviter la disparition de ce service de proximité ?

Des contacts ont-ils été pris avec le Gouvernement de la Communauté germanophone afin d'évaluer l'impact d'une éventuelle fermeture pour les citoyens germanophones ?

Enfin, dans les limites de ses compétences, quelles mesures la Région wallonne entend-elle prendre pour préserver l'accès territorial et linguistique à ce service public, en particulier pour les citoyens les plus éloignés du numérique ?

Réponse du 07/09/2026
de DOLIMONT Adrien

Tout d'abord, il convient de rappeler que la loi spéciale de réformes institutionnelles a transféré, lors de la 6e réforme de l'État, les compétences liées au contrôle technique des véhicules aux Régions depuis 2015. La compétence d'immatriculation reste toutefois bien fédérale.

Historiquement, les organismes de contrôles techniques étaient tenus, dans leurs conditions d'agrément, de mettre à disposition gratuitement des locaux pour les antennes DIV. Cette disposition, au regard du transfert de compétence susmentionné, n'avait plus lieu d'être. Il n'était plus cohérent d'exiger d'opérateurs économiques réalisant des missions pour la Région d'assumer la mise à disposition gratuite d'infrastructures dont ils sont propriétaires et d'en payer les charges diverses. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé, le 6 juin 2024, d'abroger cette disposition, et ce, à partir du 1er janvier 2027.

Cette décision a été communiquée aussi bien au SPF Mobilité & Transport qu'au cabinet fédéral de tutelle dès sa publication, et même anticipativement à celle-ci.

L'échéance approchant, et face à l'absence de prise de contact du Fédéral auprès des opérateurs, l'administration wallonne a contacté proactivement ses homologues fédéraux en mars 2026. L'administration a également demandé aux opérateurs wallons de contacter le SPF Mobilité & Transport afin de formuler une offre de maintien des mises à disposition des locaux, à titre onéreux. La proposition

consistant à l'application des coûts réels (amortissement des infrastructures et charges diverses) a été formulée début mai.

À la suite de ces propositions, les opérateurs ont été contactés mi-juillet par la Régie des Bâtiments, afin d'évaluer la location de certaines antennes pour une période de 3 ans.

Quant aux questions du positionnement, ainsi que la nécessité de maintenir des antennes DIV décentralisées, voire l'opportunité de les maintenir dans les locaux actuels ou de les déplacer dans d'autres locaux déjà exploités par la Régie des Bâtiments, celles-ci relèvent du Fédéral, qui exerce la compétence pleine et entière de l'immatriculation des véhicules.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [981](#) (2025-2026) nr. 1 08.09.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van de regelgeving over het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

Dokument Nr. [980](#) (2025-2026) nr. 1 08.09.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het Provinciedecreet van 9 december 2005 en het decreet van 22 december 2017 over het lokaal bestuur, wat betreft de versterking van deontologie en integriteit in lokale en provinciale besturen

Dokument Nr. [979](#) (2025-2026) nr. 1 07.09.2026

Voorstel van resolutie over een bijsturing van de hervormingsplannen voor zorg en ondersteuning van personen met een handicap



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [314](#) (2026-2027) 07.09.2026

Projets de motion en conclusion de l'interpellation de Mme Pavet à la ministre-présidente Degryse ayant pour objet "Rentrée sur fond d'austérité budgétaire au fédéral et à la Fédération Wallonie-Bruxelles"

Dokument Nr. [313](#) (2026-2027) 07.09.2026

Projet de motion en conclusion de l'interpellation de M. Bauwens à la ministre Glatigny ayant pour objet "Le point sur la situation après une rentrée

marquée par les suppressions d'emplois et le recul de la gratuité scolaire"

Conférence Réf-Lex - Les Lumières sombres : une idéologie antidémocratique

2026-09-14

[Réf-Lex #20]

Le mardi 22 septembre à 12h30, lors de la prochaine rencontre Réf-Lex, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Collège Belgique recevront Monsieur Arnaud Miranda. ... [lire plus](#)

La Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles approche à grand pas

2026-09-10

Rencontrez notre invitée, Anouk !

Le 26 septembre 2026 à 10h15 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, célébrez la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles lors d'un rendez-vous exceptionnel. ... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 11.09.2026

Conseil des ministres du 11 septembre 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 11 septembre 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marchés publics : modification de la base de calcul des intérêts dus pour retard de paiement

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, en ce qui concerne la base de calcul des intérêts dus pour retard de paiement.

Marché public pour l'acquisition de Unmanned Surface Vehicles (USV) kits

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un marché public en vue de l'acquisition de trois Unmanned Surface Vehicles (USV) kits au profit du Special Forces Group.

Modification du règlement de répartition des affaires du tribunal de l'entreprise de Liège

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-Lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant le règlement de répartition des affaires du tribunal de l'entreprise de Liège.

Avenant à une convention entre les opticiens et les organismes assureurs

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé le deuxième avenant à la convention nationale entre les opticiens et les organismes assureurs.

Fixation du cadre juridique pour l'accès direct à la kinésithérapie

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant un cadre

légal pour l'accès à la kinésithérapie sans prescription.

Mitteilung vom 10.09.2026

La Régie des Bâtiments présente son rapport d'activité 2025

La Régie des Bâtiments, le gestionnaire immobilier de l'État fédéral, vient de publier son rapport d'activité 2025. Celui-ci offre un tour d'horizon des projets réalisés en 2025, met en lumière le fonctionnement de l'organisation, ainsi que les avancées et les moyens mis en œuvre pour améliorer son efficacité et atteindre ses objectifs.

La Belgique obtient gain de cause devant la Cour de cassation dans l'affaire de la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif

L'État belge a obtenu gain de cause devant les Chambres réunies de la Cour de cassation dans quatre pourvois concernant la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, également appelée « taxe d'abonnement ».

Harcèlement, discriminations, violences sexistes et sexuelles : un nouveau cadre pour mieux protéger les étudiant·e·s de l'enseignement supérieur

Bruxelles, 10 septembre 2026 – L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et Unia saluent l'entrée en vigueur à la rentrée académique 2026-2027 du décret visant à lutter contre le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles et les discriminations dans l'enseignement supérieur.

Mitteilung vom 09.09.2026

Enabel et l'Agence Marocaine de Coopération Internationale signent un Memorandum of Understanding pour le développement de nouveaux projets de coopération en Afrique

Vingt ans après le début de leur partenariat, et la mise en œuvre de plusieurs programmes de coopération triangulaire, l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) et l'Agence belge de coopération internationale, Enabel, annoncent une nouvelle étape de leur collaboration, à l'occasion de deux journées de réflexion et d'échanges consacrées à l'avenir et aux nouvelles perspectives de coopération entre les deux Agences.



Belgische Nationalbank

Wie schätzen Wirtschaftswissenschaftler die Folgen des Klimawandels ein?

15 sept 2026

Der Klimawandel gewinnt für politische Entscheidungsträger und Zentralbanken zunehmend an Bedeutung. Wie schätzen Wirtschaftswissenschaftler die Folgen des Klimawandels ein?

... [weiter lesen](#) (fr)

Vive hausse de la valeur des exportations belges

15 sept 2026 - 11:00

La valeur des exportations enregistre une nette augmentation (+6,0 %), tandis que celle des importations recule légèrement (-0,7 %). ... [lire plus](#)

EZB erhöht die Zinssätze

10 Sep 2026 - 15:00

Der EZB-Rat hat heute beschlossen, die drei Leitzinssätze der EZB um jeweils 25 Basispunkte anzuheben. Der Konflikt im Nahen Osten erzeugt weiterhin Inflationsdruck, und die Inflation dürfte für einen längeren Zeitraum deutlich über unserem Zielwert bleiben.

La croissance économique belge devrait rebondir à 0,3 % au troisième trimestre de 2026

9 sept 2026 - 10:00

Selon les derniers résultats du Business Cycle Monitor de la BNB, l'économie belge devrait se redresser au troisième trimestre de 2026. Les modèles de prévision immédiate de la BNB convergent tous vers une croissance clairement positive au troisième trimestre, comprise entre 0,3 et 0,6 %. L'estimation actuellement jugée la plus plausible est une croissance de 0,3 %. La balance des risques entourant cette prévision est considérée comme globalement neutre. ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 11 september 2026

- Regelgevend kader Fonds Wetenschappelijk Onderzoek (FWO)
- Regelgevend kader Bijzondere Onderzoeksfondsen (BOF)
- Decreet bescherming geografische aanduidingen ambachtelijke en industriële producten en verwerkingsverantwoordelijkheid toezicht op de ondernemerschapstrajecten

- Besluit bescherming geografische aanduidingen ambachtelijke en industriële producten
- Hersamenstelling Vlaamse Adviesraad voor Innoveren en Ondernemen (VARIO)
- Toekenning van groenestroomcertificaten en warmtekrachtcertificaten bij negatieve prijzen
- Overname personeel gemeenschapsinstellingen (GI), Vlaams detentiecentrum (VDC) en de begeleiding in het kader van elektronische monitoring door Agentschap Justitie en Handhaving en Facilitair Bedrijf
- Lokale en provinciale besturen: salaristransparantie en de minimumsalarissen
- Agentschap Binnenlands Bestuur (ABB): aanstelling administrateur-generaal
- Wijziging regelgeving nuttige ervaring, concordantie en bekwaamheidsbewijzen en salarisschalen in het volwassenenonderwijs
- Reglement bestuursbeginselen Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie (NVAO)
- Oprichting private stichting 'Stichting Vlaamse toetsen'
- Toezicht- en handhavingstraject multidisciplinaire teams en aanvraag- en heroverwegingsprocedure
- Bijdrage UNESCO-fonds: 'Response activities in and for Ukraine'
- Integrale jeugdhulp: aanpassing regelgeving cliëntorganisaties, cliëntenforum en beleidsevaluatierapport
- European Disability Card (EDC)
- Niet-dringend ziekenvervoer
- Wijziging besluit algemene en sectorale bepalingen milieuhygiëne (VLAREM): geen omgevingsvergunning eerste klasse nodig voor ruimtes maken en herladen van munitie voor eigen gebruik
- Wijziging decreet over duurzaam beheer van materiaalkringlopen en afvalstoffen (Materialendecreet): verwerking persoonsgegevens
- Wijziging decreet erkenning en subsidiëring georganiseerde sportsector: subsidiëring multisportfederatie en beleidsfocussen kansengroepen, innovatie en professionalisering van het trainersbeleid
- Mededelingen

Ministerraad - Plan Vlaamse Veerkracht van 11 september 2026

- Zesde betalingsaanvraag in het kader van het Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht (Recovery and Resilience Facility – RRF)



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 10.09.2026

Vignette routière : la Wallonie franchit une étape décisive vers une contribution plus équitable de tous les usagers

Le Gouvernement wallon a décidé de poursuivre la mise en œuvre de la vignette routière en Wallonie, dans le cadre d'un dispositif commun avec la Flandre et Bruxelles. Le Gouvernement wallon a approuvé le projet d'accord de coopération entre les trois Régions et adopté, en première lecture, les textes nécessaires à son entrée en vigueur le 1er mai 2027. ... [lire plus](#)

Zones blanches : la Wallonie passe à l'offensive pour connecter les derniers foyers encore privés de très haut débit

Le Gouvernement wallon franchit une nouvelle étape dans la lutte contre les zones blanches. Ce jeudi 10 septembre, il a approuvé le lancement d'un nouvel appel à projets « Last Mile » doté d'une enveloppe maximale de 3 millions d'euros. Son objectif : connecter plus de 1 500 foyers supplémentaires d'ici au 30 septembre 2028. ... [lire plus](#)

European Disability Card : bientôt une carte de reconnaissance du handicap commune dans toute l'UE

La carte européenne de reconnaissance du handicap va franchir une nouvelle étape. Le Gouvernement wallon a donné son feu vert pour l'utilisation généralisée de l'EDC afin que les titulaires puissent accéder à plus de services et d'avantages. Elle sera disponible en version physique et numérique. Une avancée concrète pour faciliter les déplacements et le quotidien des personnes en situation de handicap partout en Europe. ... [lire plus](#)

Décarbonation de l'industrie : la Wallonie avance sur le cadre de son futur réseau CO₂

La Wallonie franchit une nouvelle étape dans le déploiement de son futur réseau de transport de CO₂. Le Gouvernement adopte définitivement deux arrêtés qui encadrent les émissions liées aux infrastructures de transport et organisent la planification à long terme du réseau. ... [lire plus](#)

Allocations familiales en Wallonie : une évaluation qui confirme la solidité du modèle des allocations familiales et donne des pistes d'amélioration

Le Gouvernement wallon a pris connaissance des conclusions du groupe d'experts chargé d'évaluer le modèle wallon d'allocations familiales ainsi que le financement des frais de gestion des caisses

d'allocations familiales. Cette évaluation met en lumière plusieurs constats importants qui confirment la pertinence du dispositif d'allocations familiales en Wallonie et dégagent des perspectives pour poursuivre son amélioration continue, notamment en termes de suivi et d'évaluation pour le futur. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 205 vom 10. September 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
5. Februar 2026 - **Erlass der Regierung über Maßnahmen in der mittelständischen Ausbildung**, S. [49537](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
16. Juli 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Juni 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für Schüler beziehungsweise ihre Erziehungsberechtigten im Falle einer eingeschränkten Versetzung oder Nichtversetzung im Sekundarschulwesen, einer Nichtvergabe eines Studiennachweises oder eines Schulverweises**, S. [49567](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 206 vom 11. September 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
Generalverwaltung Steuerwesen. — Bekanntmachung zwecks Festlegung der Muster der Bescheinigungen, die von den Versicherern auszustellen sind, die individuelle Lebensversicherungsverträge anbieten, deren Prämien zu einem regionalen Steuervorteil und/oder einer föderalen Steuerermäßigung berechtigen können, S. [49736](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002271]

5. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung über Maßnahmen in der mittelständischen Ausbildung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, Artikel 2;

Aufgrund des Dekrets vom 29. Februar 1988 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen, Artikel 5 Nummern 1, 2 und 3, und Artikel 13 Absatz 1 Nummer 2;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 6.1 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 25. Mai 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 18. Juni 2018, Artikel 7 § 7 Nummer 1, Artikel 14 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 27. Juni 2022, Artikel 16 Absatz 1 Nummer 19 Buchstabe e), eingefügt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, und Artikel 38, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2000;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 16. März 1992 zur Einsetzung einer Kommission in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 21. März 2002 zur Bezuschussung von Personal- und Funktionskosten in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 11. Juni 2009 zur Festlegung der Berufe, in denen im Rahmen einer Ausbildung zum Meister oder im Rahmen eines dualen Studiengangs an einer anerkannten Hochschule, der zum Bachelor führt, ein Meistervolontariat absolviert werden kann;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 15. Juni 2023 über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 15. Februar 2024 über die Maßnahme zur Berufswahlorientierung „Schnupperwochen“ des Institutes für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund der Vorschläge des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 9. Juli 2025 und 7. August 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 4. September 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 24. September 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 6. Oktober 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 15. Oktober 2025;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 78.513/2 des Staatsrates, das am 18. Dezember 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

KAPITEL 1 — *Abänderung des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 16. März 1992 zur Einsetzung einer Kommission in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht*

Artikel 1 - In Artikel 1 § 2 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 16. März 1992 zur Einsetzung einer Kommission in Anwendung von Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht wird die Wortfolge „, die Qualifikation der Ausbilder, die Ausbildungsstätten und deren Ausrüstung, sowie die Vergabe von Ausbildungszertifikaten“ gestrichen.

KAPITEL 2 — *Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen*

Art. 2 - In Artikel 8 § 1 des Erlasses der Exekutive vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen wird folgender Absatz 2 eingefügt:

„In Abweichung von Absatz 1 werden Schulpflichtige zum praktischen Fahrunterricht zur Vorbereitung auf die Prüfung des Traktorführerscheins, zu den außerschulischen Aktivitäten zwecks Verbesserung des Bildes der Landwirte und zu den Workshops in den Sekundarschulen zugelassen.“

Art. 3 - In Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Erlasses der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2011, wird folgender Artikel 17.1 eingefügt:

„Art. 17.1 – Der praktische Fahrunterricht zur Vorbereitung auf die Prüfung des Traktorführerscheins in deutscher Sprache genügt den entsprechenden gesetzlichen Vorgaben.“

Art. 4 - In Artikel 27 § 2 Nummer 1 desselben Erlasses der Exekutive, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 11. Juni 2009 und abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 22. Dezember 2011 und vom 30. Juni 2022, wird die Wortfolge „, wobei diese Dauer durch den leitenden Beamten des Instituts aufgrund von vorherigen Schul- und Ausbildungspraktika des Praktikanten gekürzt werden kann“ gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 33 desselben Erlasses der Exekutive, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2011, wird folgender Paragraf 10 eingefügt:

„§ 10 - Für den praktischen Fahrunterricht zur Vorbereitung auf die Prüfung des Traktorführerscheins in deutscher Sprache wird eine Pauschale von 500,00 Euro pro Person gewährt, die den Unterricht in Anspruch genommen hat und eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt:

- sie ist in einer der neun Gemeinden des deutschen Sprachgebiets wohnhaft;
- sie absolviert eine Lehre zum Landwirt in einem durch das Institut anerkannten Ausbildungsbetrieb;
- sie ist in der landwirtschaftlichen Abteilung einer Sekundarschule des deutschen Sprachgebiets eingeschrieben;
- sie folgt der in Kapitel II Abschnitt 1 erwähnten Ausbildung zum Leiter eines landwirtschaftlichen Betriebs.

Wenn die in Absatz 1 erwähnte Person nicht mindestens acht praktische Fahrunterrichtsstunden in Anspruch genommen hat, wird die Pauschale proportional gekürzt.“

Art. 6 - In Artikel 36 desselben Erlasses der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2011, wird folgender Absatz 3 eingefügt:

„Für den praktischen Fahrunterricht zur Vorbereitung auf die Prüfung des Traktorführerscheins in deutscher Sprache wird der Auszahlungsantrag mit detaillierter Abrechnung im Laufe des Monats nach Abschluss eines jeden Schuljahres eingereicht.“

Art. 7 - In der Anlage 2 desselben Erlasses der Exekutive, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 29. April 2010 und ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 30. Juni 2022, wird der Satz „Eine Genehmigung des leitenden Beamten des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) zur Kürzung der Praktikumsdauer um ... Wochen erfolgte (siehe Schreiben des leitenden Beamten des IAWM vom TT/MM/JJJJ Referenz: ...)/erfolgte nicht.“ gestrichen.

KAPITEL 3 — *Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. März 2002 zur Bezuschussung von Personal- und Funktionskosten in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen*

Art. 8 - In Artikel 23 Absatz 1 des Erlasses der Regierung vom 21. März 2002 zur Bezuschussung von Personal- und Funktionskosten in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen wird die Zahl „57,59“ durch die Zahl „108,00“ und die Zahl „43,31“ durch die Zahl „82,00“ ersetzt.

KAPITEL 4 — *Abänderung des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe*

Art. 9 - Artikel 6 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 30. August 2018 und 30. Juni 2022, wird aufgehoben.

KAPITEL 5 — *Abänderung des Erlasses der Regierung vom 11. Juni 2009 zur Festlegung der Berufe, in denen im Rahmen einer Ausbildung zum Meister oder im Rahmen eines dualen Studienganges an einer anerkannten Hochschule, der zum Bachelor führt, ein Meistervolontariat absolviert werden kann*

Art. 10 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 11. Juni 2009 zur Festlegung der Berufe, in denen im Rahmen einer Ausbildung zum Meister oder im Rahmen eines dualen Studienganges an einer anerkannten Hochschule, der zum Bachelor führt, ein Meistervolontariat absolviert werden kann, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 27. Juni 2019 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 18. Juni 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 7 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.
2. Folgende Nummer 8 wird eingefügt:

„8. Hundetrainer/-in (Programm V04 des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen).“

KAPITEL 6 — *Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Juni 2023 über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder*

Art. 11 - In Artikel 1 Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 15. Juni 2023 über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder wird die Zahl „60“ durch die Zahl „50“ ersetzt.

KAPITEL 7 — *Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Februar 2024 über die Maßnahme zur Berufswahlorientierung „Schnupperwochen“ des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen*

Art. 12 - Artikel 1 Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 15. Februar 2024 über die Maßnahme zur Berufswahlorientierung „Schnupperwochen“ des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen wird aufgehoben.

Art. 13 - Artikel 5 Nummer 5 desselben Erlasses der Regierung wird aufgehoben.

KAPITEL 8 — *Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. September 2025 in Kraft, mit Ausnahme:

1. von Artikel 8, der mit Wirkung vom 1. Mai 2025 in Kraft tritt;
2. von Artikel 9, der mit Wirkung vom 1. Juli 2025 in Kraft tritt.

Art. 15 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 5. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be